

UNE SITUATION CATASTROPHIQUE...

La politique de déflation voulue par J. Delors et le Gouvernement, continue d'exercer ses ravages.

Dans notre Département, la situation de l'emploi devient de plus en plus catastrophique.

Dans la métallurgie, Dubigeon, Brissonneau, Paris, la SNIAS sont ou vont être touchés par des menaces de licenciement.

Dans le même temps et pour ceux des travailleurs qui ont encore un emploi, le pouvoir et le patronat organisent une offensive sans précédent contre le pouvoir d'achat qui a, d'ores et déjà, baissé de 5 à 10%.

Il est clair que cette situation ne peut durer et notre syndicat des Métaux a bien fait de saisir toutes les organisations syndicales de la Métallurgie afin de leur proposer de se battre en commun contre les conséquences de la politique conjointe de MM. Delors et Gattaz.

Dans le même temps le Gouvernement continue son offensive contre les fonctionnaires. Nos camarades trouveront ci-contre le texte adopté par le conseil national du SNUDI qui s'est réuni le 29 novembre à Paris.

On aurait tort de voir dans le problème laïque une sorte de querelle idéologique opposant le bien et le mal, le diable et le bon dieu ou la droite et la gauche.

La réalité est infiniment plus complexe, et au travers de l'offensive menée contre l'instruction publique en France, ce sont les structures même de l'État qui sont en cause, c'est toute une tradition républicaine garantissant un certain nombre de libertés démocratiques dont la liberté syndicale, qui risquent d'être détruites.

Nous l'avons dit et répété, la mise en œuvre des projets Savary-Légrand est incompatible avec la séparation des Églises et de l'État et le maintien des garanties obtenues par les enseignants, notamment au travers du statut de la fonction publique.

Le problème de la Laïcité de l'État et de l'école est un problème institutionnel qui va bien au-delà des clivages plus ou moins artificiels entretenus entre «*la droite*» et «*la gauche*».

Il est évident que sur ce plan, une certaine «*droite*» et une certaine «*gauche*» se retrouvent pour essayer d'imposer en France la mise en place d'un ordre néo-corporatiste dont beaucoup de traits rappellent le régime du Maréchal Pétain. Au-delà des clivages politiques et syndicaux, nous devons comprendre que nous sommes en présence d'un «*choix de société*» et que nul n'est à l'abri de la barbarie totalitaire. Dans la lutte pour la défense des libertés démocratiques, la classe ouvrière a déjà dans le passé tenu sa large place. Nous devons comprendre qu'en se mobilisant pour défendre leurs acquis, en exigeant que leurs syndicats puissent continuer à jouer leur rôle traditionnel, les travailleurs, au-delà de la défense de leurs intérêts immédiats, se battent également pour la défense de la démocratie. Puissent nos voisins syndicaux ne pas se laisser aveugler par la passion partisane et, en toute indépendance, pendant qu'il en est temps encore, avec nous, avec l'ensemble des travailleurs, organiser la lutte de la classe ouvrière pour sa survie.

Alexandre HÉBERT.